

**Assemblée générale**

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale

28 janvier 2002

Français

Original: espagnol

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 52^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 29 novembre 2001, à 10 heures

Président : M. Al-Hinai. (Oman)**Sommaire**Point 119 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)
- c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (*suite*)

Point 112 de l'ordre du jour : Promotion de la femme (*suite*)Point 114 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (*suite*)Point 113 de l'ordre du jour : Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « La femme en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

01-66793 (F)



La séance est ouverte à 10 h 25.

Point 119 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (suite)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite) (A/C.3/56/L.40, L.42/Rev.1, L.49, L.62, L.63, L.65, L.67/Rev.1, L.68 et L.71)

1. **Mme Newell** (Secrétariat de la Commission) signale que, d'après les informations reçues par le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence à propos de la note de bas de page correspondant au paragraphe 14 du dispositif du projet de résolution A/C.3/56/L.63, l'indication du site web a été ajoutée conformément à la politique éditoriale habituelle relative aux références électroniques. Cette règle veut que l'adresse Internet soit indiquée quand est mentionné dans un texte une base de données ou un site accessible par le web.

Projet de résolution A/C.3/56/L.67/Rev.1 : Convention internationale globale et intégrée pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes handicapées

2. **M. Navarette** (Mexique), présentant le projet de résolution au nom des auteurs indiqués dans le document, auxquels se joignent l'Argentine, le Brésil, le Honduras et le Suriname, rappelle qu'on dénombre plus de 600 millions d'handicapés dans le monde, dont la majorité dans les pays en développement et que, ce chiffre ne cessant d'augmenter, les conditions dans lesquelles vivent ces personnes ne peuvent que s'aggraver. Il rappelle que le projet de résolution a pour objectif de lancer un appel pour que soit engagé un large processus consultatif destiné à élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes handicapées, car il n'existe à l'Organisation des Nations Unies aucun mécanisme conçu pour faire face à ces besoins. M. Navarette appelle l'attention sur les paragraphes 1, 3, 4 et 5 du dispositif du projet et, pour ce qui est du comité spécial dont la création est proposée, il estime important que ses travaux commencent dès que possible.

Projet de résolution A/C.3/56/L.71 : Protection des migrants

3. **Mme Monroy** (Mexique) présente le projet de résolution au nom des auteurs indiqués dans le document, auxquels se joignent le Bangladesh, le Honduras, Maurice, le Portugal, le Sri Lanka, le Soudan, le Suriname, la Tunisie et la Turquie, et y introduit les modifications suivantes : au troisième alinéa du préambule, supprimer les termes « et la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée » ; insérer un nouveau quatrième alinéa du préambule libellé comme suit « Rappelant que la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée a défini une approche positive de la question des migrants, reconnaissant les contributions économiques, sociales et culturelles que ceux-ci apportent dans les pays d'accueil et dans les pays d'origine, réaffirmant les droits fondamentaux des migrants et la responsabilité qu'ont les États de les protéger » ; le dernier alinéa du préambule doit être reformulé de la manière suivante « Constatant l'avis consultatif OC-16/99, en date du 1er octobre 1999, de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, relatif au droit à l'information sur l'assistance consulaire dans le cadre des garanties reconnues par la loi aux ressortissants étrangers détenus par les autorités de l'Etat d'accueil » ; à la première ligne du paragraphe 6 du dispositif, après le terme « États », ajouter le terme « Parties » ; à la troisième ligne du paragraphe 13 du dispositif, remplacer les termes « l'intérêt supérieur de l'enfant soit la considération essentielle » par les termes « l'intérêt supérieur de l'enfant et l'importance de sa réunification avec ses parents, quand cela est possible et adapté, soient les considérations essentielles ».

4. Passant en revue le contenu du projet, Mme Monroy souligne en particulier les alinéas sept, huit et dix du préambule et les paragraphes 1, 5, 6, 11, 12 et 14 du dispositif et espère que les changements annoncés permettront l'adoption du projet de résolution sans qu'il soit procédé à un vote.

Projet de résolution A/C.3/56/L.40 : Éducation dans le domaine des droits de l'homme

5. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution, qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

6. **Mme Tobing-Klein** (Suriname), prenant la parole au nom d'Antigua-et-Barbuda, du Bangladesh, de Belize, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Costa Rica, de la Dominique, de Fidji, de la Grenade, de Haïti, du Kenya, de la Namibie, des Pays-Bas, de la République démocratique du Congo, de Saint-Kitts-et-Nevis, de Sainte-Lucie, de la Sierra Leone et du Togo, indique que diverses modifications doivent être apportées au projet de résolution : au quatrième alinéa du préambule, remplacer « d'une conception du développement fondée sur les droits de l'homme » par « de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ». Au cinquième alinéa du préambule, remplacer « constitue la clef » par « constitue l'une des clefs ». Au paragraphe 3 du dispositif, introduire le terme « pertinents » après « les institutions et les réseaux » et supprimer les termes entre parenthèses. Au paragraphe 4 du dispositif, remplacer le terme « encourage » par le terme « reconnaît la fonction que » et en outre remplacer « à élaborer et mettre en œuvre » par « joue dans l'élaboration et la mise en œuvre ». Enfin, supprimer l'ensemble des termes après « adultes ». Ce paragraphe sera donc ainsi libellé : « Reconnaît la fonction que les organisations non gouvernementales jouent dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies conçues pour aider les gouvernements à intégrer l'éducation en matière de droits de l'homme dans l'enseignement destiné aux enfants, aux jeunes et aux adultes ».

7. **Mme Reynolds** (États-Unis d'Amérique) indique qu'au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution, il faut remplacer les termes « dans l'enseignement » par les termes « à tous les niveaux de l'enseignement ».

8. *Le projet de résolution tel qu'il a été modifié oralement est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.*

*Projet de résolution A/C.3/56/L.42/Rev.1 :
Renforcement de la coopération internationale
dans le domaine des droits de l'homme.*

9. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution, qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

10. *Le projet de résolution est adopté qu'il soit procédé à un vote*

*Projet de résolution A/C.3/56/L.49 : Les droits
de l'homme et la diversité culturelle*

11. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution, qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

12. **Mme Vadiati** (République islamique d'Iran) indique qu'il faut introduire deux modifications dans le projet de résolution. Le sixième alinéa du préambule doit être libellé comme suit : « Se félicitant de la contribution de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 30 août au 7 septembre 2001, à la promotion du respect et de la diversité culturelle ». Au paragraphe 6 du dispositif, remplacer « Se félicitant que la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ait reconnu qu'il était indispensable » par « Se félicitant qu'il ait été reconnu lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée comme indispensable ». Se sont joints aux auteurs le Bangladesh, les Comores, Haïti, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, la Sierra Leone, le Suriname, la Thaïlande et le Togo.

13. *Le projet de résolution, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté qu'il soit procédé à un vote.*

14. **Mme Leyton** (Chili) fait savoir que, si sa délégation s'est jointe au consensus du fait de son adhésion aux principes de la diversité culturelle, elle considère que compte tenu du caractère universel des droits de l'homme, il n'est pas justifié de singulariser les droits consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux sur la promotion et la protection de ces droits.

15. **Mme Yates** (Canada) signale que si sa délégation s'est jointe au consensus parce qu'elle considère que le respect de la diversité culturelle contribue à la paix et au développement, elle estime que les projets de résolution doivent être compatibles avec le droit communautaire international et ne pas faire obstacle à la participation des divers secteurs de la société à la vie politique, économique et sociale. En outre, le projet de résolution aurait du faire mention de l'étroite relation existant entre la discrimination pour raisons religieuses et linguistiques et la discrimination fondée sur le racisme et aurait du faire une référence plus équilibrée à la Conférence mondiale contre le racisme.

Projet de résolution A/C.3/56/L.62 : Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus

16. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution A/C.3/56/L.62, qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme, et aux auteurs duquel se sont joints le Cambodge, la Colombie, le Kenya, le Lesotho, le Mali, la Sierra Leone, le Suriname et la Tunisie. En l'absence d'objections, le Président considère que la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans procéder à un vote.

17. *Le projet de résolution A/C.3/56/L.62 est adopté tel qu'il a été oralement révisé.*

18. **Mme Al Haj Ali** (République arabe syrienne) signale que, si sa délégation s'est jointe au consensus, elle tient à faire état du fait que les États doivent s'abstenir d'intervenir dans les affaires intérieures des autres États et que les délégations ne doivent pas traiter ce thème de façon sélective. En outre, elle regrette que le projet de résolution ne contienne pas de paragraphe sur la responsabilité des individus, groupes et organisations dans la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui équilibrerait mieux la résolution.

19. **M. Bhattacharjee** (Inde) indique que sa délégation s'est jointe au consensus mais qu'elle voudrait faire une déclaration. L'expression « Prend acte en s'en félicitant » qui figure au début du dispositif du projet de résolution ne signifie pas que l'Inde appuie ou approuve le contenu des rapports mentionnés dans le paragraphe.

Projet de résolution A/C.3/56/L.63 : Protection et assistance des personnes déplacées dans leur propre pays.

20. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution A/C.3/56/L.63, qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme, et annonce que Maurice s'est joint à ses auteurs.

21. **M. Valvatne** (Norvège) fait la révision suivante : au paragraphe 14 du dispositif du projet de résolution, il faut remplacer « Se félicite également de » par « Signale ». M. Valvatne espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

22. **M. Roshdy** (Égypte) considère que, face à l'augmentation alarmante du nombre de personnes déplacées dans leur propre pays, la communauté internationale doit aider les États à faire face aux besoins de ces personnes. Dans ce contexte, il rappelle que le Représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays doit recueillir les opinions des États Membres sur les Principes directeurs qu'il a élaborés. Tant que cette demande n'aura pas été satisfaite, la question des Principes directeurs continuera de reléguer au deuxième plan l'examen annuel de cette question et détournera l'attention de la question plus importante, à savoir la fourniture d'une aide aux personnes déplacées dans leur propre pays.

23. **Le Président** considère, en l'absence d'objections, que la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans qu'il soit procédé à un vote.

24. *Le Projet de résolution A/C.3/56/L.63 est adopté tel qu'il a été oralement révisé.*

25. **Mme Al Haj Ali** (République arabe syrienne) signale que sa délégation s'est jointe au consensus parce qu'elle attribue une grande importance à l'aide aux personnes déplacées dans leur propre pays. Elle considère cependant que les Principes directeurs mentionnés au paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution devraient être négociés et approuvés par un organe gouvernemental.

Projet de résolution A/C.3/56/L.65 : Droits de l'homme et exodes massifs

26. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution A/C.3/56/L.65, qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme. Il annonce que le Cap-Vert et la Fédération de Russie se sont joints aux auteurs d'origine.

27. **Mme Vezina** (Canada) fait la révision suivante : à la sixième ligne du paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution, il faut remplacer le verbe « donner » par le verbe « garantir ». Elle espère que le projet de résolution sera approuvée par consensus.

28. **Le Président** considère qu'en l'absence d'objections la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans procéder à un vote.

29. *Le projet de résolution A/C.3/56/L.65 est adopté tel qu'il a été révisé oralement.*

Projet de résolution A/C.3/56/L.68 : Situation des droits de l'homme au Cambodge

30. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution A/C.3/56/L.68, qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme et aux auteurs duquel s'est jointe la Grèce. En l'absence d'objections, il considère que la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans procéder à un vote.

31. *Le projet de résolution A/C.3/56/L.68 est adopté tel qu'il a été révisé oralement.*

32. **Mme Thong** (Cambodge) rappelle que son pays s'est toujours efforcé par le passé de renforcer la démocratie et de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et que, dans cette optique, il a coopéré avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Il y a une semaine, le Gouvernement a signé un mémorandum d'accord avec le Représentant spécial du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Cambodge.

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (suite) (A/C.3/56/L.56)

Projet de résolution A/C.3/56/L.56 : Situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo

33. **Mme Stevens** (Belgique), présentant le projet de résolution au nom de l'Union européenne et des autres auteurs indiqués dans le document, auxquels se sont joints l'Australie, l'Estonie, le Japon, Malte, la République tchèque, Saint-Marin et la Slovaquie, indique qu'il faut introduire les révisions suivantes : à la fin du quatrième alinéa du préambule, ajouter la phrase « et se félicitant de la décision du Conseil de sécurité d'autoriser le démarrage de la phase III du déploiement de la MONUC »; à la première ligne du septième alinéa du préambule, remplacer les mots « l'établissement d'un dialogue » par les mots « la poursuite du dialogue »; à la deuxième ligne de l'alinéa h) du paragraphe 1 du dispositif, après les mots « à l'avenir », insérer les mots « et, dans ce contexte, la ratification par la République démocratique du Congo du Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur les droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés »; à la fin de l'alinéa b) du paragraphe 2 du dispositif, ajouter les mots « tout en se félicitant de la reprise prévue du processus en Afrique du Sud »; à la sixième ligne de l'alinéa c) du paragraphe 2 du dispositif, remplacer les termes

« toutes les forces présentes sur le territoire de la République démocratique du Congo » par les termes « les forces occupantes »; à la deuxième ligne du sous-alinéa v) de l'alinéa c) du paragraphe 2 du dispositif, supprimer les termes « et l'exécution »; à l'alinéa b) du paragraphe 3 du dispositif, supprimer le membre de phrase à partir de « , y compris le plan de Kampala »; et à la fin de l'alinéa b) du paragraphe 4 du dispositif, ajouter les termes « , tout en encourageant la poursuite du moratoire en vigueur sur les exécutions ».

34. Parmi les principaux aspects du projet de résolution, Mme Stevens note que celui-ci reconnaît les progrès réalisés dans le domaine des droits de l'homme, fait part des préoccupations face aux violations des droits qui persistent, reconnaît que le conflit a des effets très graves pour les droits de l'homme et souligne l'importance du dialogue intercongolais et de la mise en œuvre de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka.

Point 112 de l'ordre du jour : Promotion de la femme (suite) (A/C.3/56/L.21/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/56/L.21/Rev.1 : La situation des femmes âgées dans la société

35. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution révisé, qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

36. **Mme Tobing-Klein** (Suriname) signale que se sont joints à la liste des auteurs l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, Saint-Kitts-et-Nevis et la Trinité-et-Tobago. Elle indique qu'au premier alinéa du préambule, les termes « les obligations contenues dans les instruments des droits de l'homme, en particulier dans la Convention » doivent être remplacés par les termes « les obligations qui leur incombent en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme, en particulier la Convention ». L'Afghanistan, le Bangladesh, la Bolivie, le Burkina Faso, le Chili, Chypre, la Colombie, la Croatie, Fidji, les Philippines, la Grèce, le Guatemala, la Guinée, le Honduras, l'Irlande, l'Italie, l'Ouganda et Panama se joignent aux auteurs du projet de résolution.

37. *Le projet de résolution, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.*

Point 114 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés : questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (suite) (A/C.3/56/L.72 et L.73)

Projet de résolution A/C.3/56/L.72 : Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique

38. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution, qui n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

39. **Mme Otiti** (Ouganda), prenant la parole au nom du Groupe des États africains, annonce que l'Autriche, le Brésil, le Chili, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se joignent aux auteurs du projet de résolution.

40. *Le projet de résolution est approuvé sans qu'il soit procédé à un vote.*

Projet de résolution A/C.3/56/L.73 : Assistance aux enfants réfugiés non accompagnés

41. **Le Président** invite la Commission à prendre une décision sur le projet de résolution, qui n'a pas d'incidences sur le budget-programme, et annonce que l'Angola se joint à ses auteurs.

42. *Le projet de résolution est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.*

43. **Le Président** propose à la Commission de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte de la note du Secrétaire général sur l'audit des opérations du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés en Albanie (A/56/128).

44. *Il en est ainsi décidé.*

Point 113 de l'ordre du jour : Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « La femme en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » (suite) (A/C.3/56/L.80)

45. **M. García González** (El Salvador), Vice-Président, rend compte des consultations tenues sur le texte proposé par le Président qui figure dans le document A/C.3/56/L.80, intitulé « Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et

application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale ». Après un processus complexe mais fructueux de consultations officieuses, on est arrivé à un texte consensuel qui reflète le délicat équilibre auquel sont parvenus les membres de la Commission et qui tient compte des intérêts de toutes les délégations.

46. Le projet de résolution récapitule les principales activités menées par tous les organismes des Nations Unies afin de mettre en œuvre les engagements contractés dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et lors de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Est mise en outre en évidence l'importance du renforcement de la coopération internationale pour mettre en pratique les engagements visés, notamment la prise en compte des sexospécificités dans tous les domaines de travail de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée n'ayant pas encore été présenté, il a fallu durant les consultations apporter une légère modification au huitième alinéa du préambule, déjà incorporé dans le texte présenté à la Commission. Avec cette modification, le projet de résolution est prêt à être adopté par consensus par la Troisième Commission.

La séance est levée à 12 h 10.